

L'austérité n'est pas la solution, elle est le problème

Les décisions prises par le gouvernement, notamment dans le cadre du budget 2012, ne feront qu'aggraver la situation pour des millions de travailleurs. Comme issue à la crise, Sarkozy préconise rigueur et austérité qui engendreront fatalement davantage de récession, d'inégalité, de précarité et de chômage.

La mobilisation des salariés le 11 octobre, comme en écho aux fortes oppositions qui se font jour partout en Europe, crée des conditions favorables dont il faut profiter pour améliorer les rapports de force au profit du monde du travail.

La CGT n'attendra pas 2012 pour proposer de nouvelles actions sur la base des revendications qui émergent des luttes.

Les dix exigences de la CGT pour sortir de la crise

1. **Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux.**
2. **Contrôler les aides publiques aux entreprises.**
3. **Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements.**
4. **Supprimer les exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires.**
5. **Stopper les suppressions d'emplois.**
6. **Développer les politiques publiques et les moyens des services publics.**
7. **Réformer la fiscalité en profondeur.**
8. **Créer un pôle financier public.**
9. **Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux.**
10. **Mettre en place un fonds européen de solidarité sociale et de développement économique**

Bulletin de contact et de syndicalisation

Nom : Prénom :

Adresse

Code Postal : Ville :

Tél : Courriel :

Je souhaite : Prendre contact

Me syndiquer

**Bulletin à remettre à un(e) militant(e) de votre connaissance
ou renvoyer UD-CGT – 19 Place ST Sernin 31070 Toulouse Cedex**



La crise c'est eux, la solution c'est nous !

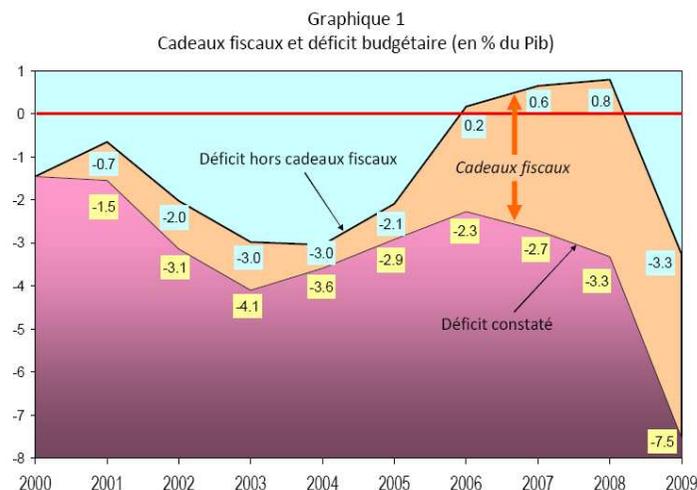
La crise actuelle ne résulte pas d'une inévitable fatalité économique ou d'une éphémère folie financière : c'est une crise systémique du capitalisme qui résulte de politiques criminelles et mensongères.

La chute de Lehman Brothers, le 15 septembre 2008, avec l'éclatement de la bulle immobilière, en marque incontestablement l'émergence. Mais cette crise trouve ses racines dans le rationnement des ménages qui les a conduits à un endettement extrême sous l'œil bienveillant des banques qui au passage en tiraient de substantiels profits ! Cette dette des ménages, par le miracle des produits financiers (les actifs pourris), est devenue la dette des organismes financiers et face à cette situation, **les Etats, suivant le bon principe « privatiser les profits et socialiser les dettes », ont volé au secours de la sphère financière.**

Dette et politique fiscale

Trois ans après cette crise financière, surgit la crise de la dette souveraine des Etats. Serait-elle la conséquence de la crise financière ? Aurait-elle d'autres origines ? Les populations de la planète vivraient-elles au dessus de leurs moyens ?

Depuis de long mois Nicolas Sarkozy s'emploie à convaincre l'opinion que les mesures d'économies drastiques sont la contrepartie de la crise économique. En réalité, si les finances publiques françaises sont en piteux état, c'est d'abord parce qu'elles ont été ruinées par la politique de cadeaux fiscaux au profit des plus riches.



Le député Gilles Carrez (UMP) a établi un rapport préparatoire au débat d'orientation budgétaire à l'Assemblée où il évalue l'impact de « dix années de pertes de recettes non compensées ».

Les données issues de ce rapport permettent de quantifier l'impact des cadeaux fiscaux, qui bénéficient à des couches sociales étroites, sur le déficit budgétaire (voir graphique).

Ainsi sans ces cadeaux, et malgré la crise, la France serait presque en conformité avec les sacro-saints critères de Maastricht et n'aurait donc pas à subir ces politiques d'austérité ! Mais n'est ce pas le prix à payer pour les peuples subissant le moins disant fiscal ?

Dettes et crise

L'origine de la dette se trouve donc dans la baisse des recettes, mais la crise de 2008 va l'amplifier.

La dette publique quels que soient les pays et leur niveau d'endettement, a explosé en 2009, voire en 2008.

La raison ne peut être que le sauvetage des banques, les plans de relance hors du commun (France 47,9 Milliards d'euros) et l'effondrement des recettes fiscales (-46 Mds de recette de l'Etat pour 2009).

Dettes publiques des pays de la zone euro en % du Produit intérieur brut (PIB)

	2007	2008	2009*	2010**	Accroissement depuis 2007
Autriche	59,4%	62,5%	70,4%	75,2%	+ 26,6%
Belgique	84%	89,6%	95,7%	100,9%	+ 20,1%
Finlande	-	33,4%	39,7%	45,7%	+ 36,8%
France	63,8%	68%	75,2%	81,5%	+ 27,7%
Allemagne	65,1%	65,9%	73,4%	78,7%	+ 20,9%
Grèce	94,8%	97,6%	103,4%	115%	+ 21,3%
Irlande	25%	43,2%	61,2%	79,7%	+ 218,8%
Italie	103,5%	105,8%	113%	116%	+ 12,2%
Pays-Bas	45,6%	58,2%	57%	63,1%	+ 38,4%
Portugal	63,5%	66,4%	75,4%	81,5%	+ 28,3%
Espagne	36,2%	39,5%	50,8%	62,3%	+ 72,1%
Zone euro	66%	69,3%	77,7	83,6%	+ 26,0%

* estimation ; ** prévision. Source : Eurostat. Pour la Finlande, le taux d'accroissement est calculé sur 2008

Dettes et intérêts de la dette au seul service des plus riches

Dernier élément, le paiement des intérêts de la dette pour la seule année 2011 devrait atteindre environ 45 Mds d'euros. A titre de comparaison les recettes de l'impôt sur le revenu ont été de 50,3 Mds en 2010 et le budget de l'enseignement scolaire, prévision 2011, de 45,6 Mds. **Ainsi le paiement des intérêts de la dette absorbe presque toutes les recettes de l'impôt sur le revenu et l'éducation des enfants comptera bientôt moins que la rémunération des actionnaires.**

Gagnant à tous les coups !

Les gouvernements commencent par réduire les ressources avec le bas niveau et la faible progressivité de la fiscalité (impôt sur le revenu, le capital, le profit des entreprises) provoquant l'endettement public, ensuite ils empruntent à ceux qu'ils renoncent à taxer, enfin, le service des intérêts de la dette opère un transfert de richesse au bénéfice des détenteurs des titres !

A cause de cet endettement, les « marchés » poussent à la réduction des dépenses sociales (privatisations, gel des salaires, pensions et des embauches de fonctionnaires), constatent le creusement du déficit et exigent des taux d'intérêts de plus en plus élevés pour prêter aux Etats, alourdissant ainsi la charge de la dette...

De nombreux économistes, même parmi les libéraux alertent sur l'énorme risque d'étouffement de la croissance et donc de récession que recèlent ces politiques comme on le voit déjà en Grèce.

De l'argent il y en a !

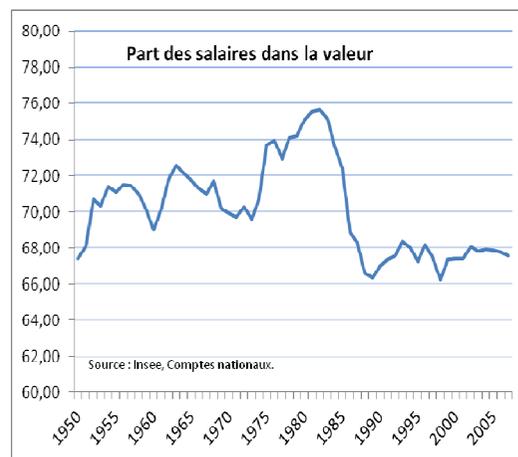
Le PIB mondial (63 000 milliards de dollars !), tout comme celui de la France, 5^{ème} puissance mondiale, sont en hausse vertigineuse.

L'explosion des richesses rend insupportable la faim dans le monde ainsi que la misère sociale et culturelle.

Un autre monde est possible pour la population de la planète mettant au cœur du développement humain : le droit à un emploi, au logement, à la protection sociale, à la retraite,....

Rien donc ne justifie les reculs sociaux d'aujourd'hui !

Mais quel partage ?



Les comptes de la nation sont clairs si l'on évoque le partage de la valeur ajoutée entre salaires et profits : la baisse de la part des salaires est indiscutable. Selon les chiffres du rapport du directeur de l'Insee, Jean-Philippe Cotis, elle était montée à plus de 75% en 1980, elle se situe aujourd'hui en deçà des 68%.

C'est donc plus de 8 points de PIB qui ont été transférés au détriment des populations. Pour la seule année 2010 ce transfert se monte à plus de 150 milliards d'euros.

Cette ponction sur les richesses créées, opérée par le capital, bénéficie aux actionnaires dont le montant des dividendes versés, depuis 25 ans, a été multiplié par 13.

Ainsi, gavés de dividendes, de réductions fiscales de toutes sortes, de rémunérations hallucinantes ils ont l'impudence d'expliquer qu'une nouvelle cure d'austérité serait nécessaire.

A eux de payer la crise dont ils sont responsables.

A nous de leur imposer nos exigences sociales.

